



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL

☎ 03.87.34.85.30 - FF/DR

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2002 - AG/2 - 215

en date du **30 JUL 2002**

prescrivant à la Société Lorraine de Revalorisation (S.L.R.) la réalisation de travaux de dépollution du site de BASSE-HAM.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du LIVRE V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application du code susvisé et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-91 en date du 29 avril 1998, imposant à la Société Lorraine de Revalorisation (S.L.R.) une étude sur l'impact du site de BASSE-HAM ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-288 en date du 29 décembre 1998 complétant le programme d'investigations de terrains du chantier S.L.R. de BASSE-HAM ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-286 en date du 4 novembre 1999 prescrivant à la Société Lorraine de Revalorisation la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques du site de BASSE-HAM ;

Vu le rapport LECES RC/L 5668 de décembre 2000 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 15 mai 2002 ;

Considérant que le sol et le sous-sol du site S.L.R. de BASSE-HAM présentent des inconvénients pour la santé publique, pour l'agriculture et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Vu les observations émises le 11 juin 2002 par la Société Lorraine de Revalorisation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête

Article 1^{er}

La société SLR, dont le siège social est Z.I. du Malambas, HAUCONCOURT - BP 50304 - 57283 MAIZIERES-les-METZ, est tenue de respecter les objectifs de réhabilitation fixés pour le site cadastré au ban communal de BASSE-HAM :

- section 27 parcelles 309 et 310
- section 29 parcelles 93 et 216.

TITRE I - Opérations de confinement et de décontamination du site

Article 2

L'ensemble du site sera clôturé et fermé.

Des panneaux interdisant l'accès aux personnes non autorisées seront apposés.

Article 3 - Mise en place d'un confinement

Un confinement latéral des gravières comblées sera opéré dans un délai n'excédant pas le 30 décembre 2002. Le bon de commande des travaux sera présenté dûment signé à l'inspecteur des installations classées dans les 2 mois suivant la notification de l'arrêté.

La solution de confinement retenue sera définie en accord avec l'inspecteur des installations classées. Elle devra atteindre le substratum marneux.

Article 4

La société SLR réalisera un auto-contrôle de la mise en place du confinement latéral.

Un contrôle extérieur devra être exécuté par un opérateur indépendant, choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Le rapport de contrôle devra être adressé à l'inspecteur des installations classées dans les 30 jours suivant la fin de la mise en place du confinement latéral.

Article 5

L'aquifère confiné sera maintenu en permanence par pompage à un niveau piézométrique inférieur à celui de la nappe environnante.

Les eaux ainsi pompées seront régulièrement évacuées vers un centre de traitement extérieur dûment autorisé à les recevoir.

La société SLR tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs d'élimination.

Article 6

Toutes les précautions utiles seront prises pour éviter toute détérioration du confinement qui isole le site de la nappe alluviale de la Moselle, en particulier à l'occasion des travaux d'affouillement.

Un contrôle d'étanchéité sera effectué tous les trois ans.

TITRE II - Programme de surveillance

Article 7 - Points de contrôle

La société SLR procèdera au contrôle de la qualité des eaux souterraines aux points suivants :

- le piézomètre PZ11, implanté au droit du site, en position centrale,
- le piézomètre PZ Ext, implanté hors du site entre le site SLR et les captages pour l'alimentation en eau potable les plus proches du site,
- la buse intitulée PZA2, implantée hors du site, à moins de 50 m de celui-ci en aval hydraulique,
- le puits agricole intitulé PZA1, implanté hors du site, à moins de 100 m de celui-ci en aval hydraulique.

Il conviendra de mettre tout en œuvre afin de maintenir ces ouvrages exploitables.

Dans le cas d'une dégradation ou de la suppression de l'un de ces ouvrages, il conviendra de mettre en place un ouvrage de remplacement.

La société SLR procèdera au contrôle de la qualité des eaux superficielles aux points suivants :

- les anciennes gravières en eau intitulées PG1 et PG2, localisées à l'Ouest du site,
- la gravière en eau intitulée PG3, localisée au Sud du site,
- la gravière en eau intitulée PG5, localisée à l'Est du site.

Article 8 - Périodicité des contrôles

La société SLR effectuera deux campagnes de contrôle des eaux souterraines et des eaux superficielles par an, l'une en période de hautes eaux, l'autre en période de basses eaux.

Article 9 - Modalité de prélèvement des échantillons d'eaux souterraines

Le nettoyage des ouvrages devra être réalisé avant chaque prélèvement.

Les prélèvements devront être réalisés avec un préleveur manuel à usage unique, après le renouvellement de 5 à 10 fois le volume de la colonne d'eau à l'aide d'une pompe immergée ou une pompe de surface.

Le niveau d'eau devra être mesuré avant pompage et à la fin de celui-ci.

Article 10 - Modalité de prélèvement des échantillons d'eaux superficielles

Les prélèvements devront être réalisés manuellement dans la partie intermédiaire de la tranche, en évitant donc de prélever en surface et à proximité du fond du plan d'eau.

Article 11 - Paramètres à analyser (eaux souterraines et eaux superficielles)

Les paramètres physico-chimique pH, conductivité et température devront être mesurés sur le terrain, à l'issue des prélèvements.

Les éléments chimiques à rechercher seront les suivants :

- métaux et métalloïdes : arsenic, chrome total, chrome VI, cuivre, nickel, plomb et vanadium
- hydrocarbures totaux
- hydrocarbures aromatiques polycycliques, les HAP(6)
- phénols
- ammonium
- nitrites
- sulfates.

Les échantillons d'eau devront être conditionnés et acheminés au laboratoire d'analyses selon les normes en vigueur à la date de la campagne.

Les analyses chimiques devront être réalisées selon les normes en vigueur à la date de la campagne ; les seuils de détection devront être au moins égaux aux valeurs-limites de qualité des eaux définies dans le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

Article 12 - Rapport de contrôle

Un rapport de surveillance devra être rédigé à l'issue de chaque campagne et transmis à l'inspecteur des installations classées. Il devra comporter les informations suivantes :

- les coordonnées de l'organisme chargé de la surveillance,
- le nom de l'agent préleveur,
- la date des prélèvements,
- le plan de localisation du site à l'échelle 1/25 000ème,
- le plan de localisation des points de prélèvements,
- les modalités de prélèvement et de conditionnement des échantillons,
- les bulletins d'analyses,
- des commentaires sur les résultats d'analyses obtenus lors de chaque campagne et, à partir de la seconde campagne, sur l'évolution dans le temps des teneurs relevées,
- des commentaires relatifs aux difficultés éventuellement rencontrées lors des prélèvements.

TITRE III - Dispositions administratives

Article 13 - Infractions aux dispositions de l'arrêté

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article L-514-1 du Code de l'Environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 14 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BASSE-HAM et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 15 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 16 - Exécution de l'arrêté


Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de THIONVILLE,
Le Maire de BASSE-HAM,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 30 JUIL 2002

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Marc-André GANIBENQ

COPIE AMPLIATION
Pour le Préfet,
Par Délégation, l'Attaché Principal

Laurent VAGNÉ
